



Union paneuropéenne internationale

F-67000 STRASBOURG

@ international.paneurope@gmail.com

EUROPA XXI SIECLE

Déclaration du President

Alain Terrenoire

Il y a près d'un siècle, le 21 juillet 1922, Richard de Coudenhove-Kalergi avait appelé les européens meurtris par des conflits séculaires à s'unir dans la paix, la liberté et la diversité de leur culture, de leur histoire et de leur géographie.

Après son tragique effondrement, provoqué par les deux guerres les plus monstrueuses de l'histoire de l'humanité, entraînant l'emprise du totalitarisme soviétique sur tout son espace central et oriental, l'Europe a réussi à renaître, pour commencer à s'unir. Si les désastres du passé et de nouvelles menaces sur ses libertés démocratiques l'ont contrainte à cette renaissance, la complémentarité des intérêts économiques, l'en a tout autant convaincue.

Gréco-romaine à son origine, l'Europe s'est constituée avec les valeurs judéo-chrétiennes, imprégnées, par la suite, de la philosophie des Lumières, par l'idée de la nation, par l'Etat de droit et par l'économie sociale de marché.

Ces références sont les fondements de sa civilisation.

Avec vingt sept Etats membres, l'Union Européenne n'a pas encore achevé le rassemblement de tous les pays du continent européen qui ont vocation à la rejoindre. Il s'agit non seulement de la Norvège et de la Suisse, restés volontairement en dehors, mais encore de pays d'Europe centrale et orientale qui sont destinés à en faire partie et à lui permettre de fixer ses frontières extérieures.

Il faut notamment accélérer le processus d'adhésion qui s'est ralenti, laissant, dans une attente injustifiée et dans l'incertitude, les pays de l'Europe du Sud-Est.

Pour sa part, le Royaume Uni a choisi de quitter l'Union Européenne. Néanmoins, en partageant une même civilisation dans un voisinage qui l'oblige, l'Europe continentale veillera à ce que cette désunion puisse être éphémère et sauvegarde des liens de proximité.

Avec 450 millions d'habitants, l'Union Européenne est devenue un grand marché réglementé ouvert sur le monde. Et, soixante et onze ans après la déclaration Schuman, l'Europe unie a fait des progrès considérables. Bien qu'inachevés, les succès accomplis ont contribué à consolider la paix, la démocratie, l'Etat de droit, le développement des échanges, en son sein et dans le monde. Et, tous les européens ont tiré avantage des solidarités qu'elle a favorisées. L'Union Européenne a aussi vocation, conformément à ses traités, à se comporter en acteur majeur des relations internationales.

Malheureusement, la crise sanitaire que subit l'Europe, depuis plus d'un an, en a souligné les nombreuses faiblesses et ses divisions face au traitement de la pandémie.

Le but poursuivi par Coudenhove-Kalergi n'est pas encore atteint que de nouveaux nuages noirs, annonceurs d'orages et de tempêtes, s'approchent de l'Europe et recouvrent déjà bien des ciels tourmentés de son voisinage.

Pour préserver sa civilisation, l'Europe doit faire face à de nouveaux défis, notamment les suivants :

- Intégré dans un cycle de l'histoire climatique planétaire, le réchauffement global s'est accéléré par l'activité humaine et la consommation d'énergie carbonée. L'Europe, ayant pris courageusement conscience des conséquences dramatiques de cette évolution, a décidé de réduire de 50 % ses émissions de gaz à effet de serre à la fin de l'actuelle décennie. C'est l'exemple à suivre par tous les pays afin d'éviter, au détriment de l'Europe, un dumping climatique .

- La croissance démographique de l'Afrique, avec laquelle l'Europe a gardé de nombreux liens, risque d'entraîner une accélération et une augmentation des migrations auxquelles il lui faudra apporter une réponse qui devra aller au-delà du renforcement de Schengen. En dissuadant les Africains de migrer, l'Union Européenne devra intensifier son aide au développement, afin de les inciter à vivre et à travailler chez eux.

- Les conflits permanents, au voisinage proche et moyen oriental de l'Union Européenne, rendent cette zone instable et dangereuse, d'autant que des puissances qui en sont pourtant éloignées ne cessent d'y intervenir militairement. Directement concernée, l'Europe doit s'y impliquer et apporter son concours à une coexistence pacifique durable.

- Un terrorisme islamique persistant s'est répandu dans la plupart des pays européens. Ces pays et l'Union Européenne n'ont pas d'autre choix que d'éradiquer ce mal absolu, qui s'en est pris aux fondements de notre civilisation.

- La Turquie, toujours candidate à rejoindre l'Union Européenne, s'en est délibérément éloignée par un nationalisme provocateur et par une ingérence néo-ottomane.

- L'autocrate Poutine, nostalgique de l'impérialisme soviétique et de son emprise sur ses voisins de l'Europe centrale et orientale, persiste à les menacer et se rassure en s'alliant avec Pékin. Une fois encore, la Russie, usant de la force pour imposer ses ambitions, n'y renoncera que si l'Union Européenne l'en dissuade clairement et fermement, en évitant, en particulier, d'être liée par des contrats gaziers à long terme.

- La Chine, en s'appuyant sur un parti communiste totalitaire et sur un capitalisme conquérant, s'est imposée comme la deuxième économie mondiale et voudrait supplanter la puissance américaine. Avancée dans le monde, et en particulier en Europe, comme une pieuvre s'emparant de biens stratégiques, la Chine de Xi Jinping n'est plus un pays en développement depuis longtemps, mais une puissance redoutable et envahissante.

- De leur côté, les Etats-Unis se sont engagés dans une compétition acharnée avec l'ancien Empire du Milieu pour maintenir leur suprématie mondiale. Et, quelles que soient leurs appartenances politiques, les présidents américains privilégient, et privilégieront, les intérêts prioritaires de leur pays.

- Après un demi siècle de mondialisation et de multiplication des échanges internationaux, les autres principales puissances défendent, elles aussi, leurs intérêts nationaux, au détriment d'une concurrence équilibrée et loyale.

Face à ces défis qui s'amplifient, soit l'Europe maintient sa pratique conciliante et tolérante dans ses relations internationales et le « doux commerce » avec ses partenaires, et elle mettra en péril son avenir et celui de sa civilisation. Soit elle accepte la confrontation des intérêts et elle s'affirmera en puissance, solidaire, indépendante et souveraine dans les domaines de compétence que les Etats membres lui accorderont.

Si elle veut préserver sa civilisation, ses principes fondateurs, spirituels et philosophiques, ainsi que son génie culturel millénaire, l'Europe doit prendre en compte, désormais, les réalités du nouveau contexte international.

Cela doit se traduire par plus de lucidité et de pragmatisme dans sa gouvernance.

Bien que les traités de l'Union Européenne lui aient ouvert la voie d'une politique extérieure et de défense communes, elle ne s'y est que trop peu engagée . Les récentes humiliations subies à Moscou et à Ankara par les plus hautes autorités de l'Union Européenne, et le mépris de Pékin à l'égard de leurs critiques fondées sur le respect des droits humains, en ont démontré les limites, et surtout l'inefficacité.

Certes, le nouveau président américain a tenu à rassurer ses partenaires de l'OTAN sur l'engagement de son pays pour garantir l'intégrité territoriale de ses partenaires atlantiques, faut-il pour autant que l'Union Européenne se prive de son autonomie stratégique ? Continuer à partager cette alliance politique et militaire avec la Turquie d'Erdogan est-ce toujours opportun ?

Faire dépendre la Défense de l'Europe du bon vouloir du chef de l'Etat du pays dont près de la moitié des électeurs a voté récemment pour Trump qui considérait que l'OTAN était « désuète », n'est-ce pas lui faire courir un risque majeur ?

Cette dépendance entraîne la préférence accordée à l'armement américain plutôt qu'à l'industrie européenne et aux emplois qui en découlent. C'est pourquoi, les européens doivent augmenter leurs budgets militaires.

Déjà soumis aux principales entreprises du numérique d'outre-Atlantique qui disposent de l'essentiel de leurs données et qui peuvent ainsi les orienter et les contrôler, les européens ne doivent plus tergiverser. Tout autant que les Américains et les Chinois, le génie européen est en mesure d'investir dans l'industrie digitale, le cyber, l'intelligence artificielle, l'espace, les technologies de Défense, les biotechnologies... L'Europe doit assurer son indépendance économique et favoriser l'harmonisation sociale entre tous les Etats membres. Réduisant ainsi des disparités, encore excessives, dans la protection sociale et les rémunérations, l'Union Européenne renforcera le sentiment d'appartenance commune entre tous ses citoyens.

Ces initiatives complémentaires donneront également à la jeunesse européenne de nouveaux objectifs mobilisateurs.

Puisque l'Union Européenne a choisi de montrer l'exemple pour faire face au changement climatique, il lui revient d'exiger de ses partenaires commerciaux qu'ils en fassent de même.

Sinon, l' exemple européen aurait pour conséquence paradoxale de favoriser les importations au détriment de ses propres productions industrielles et agricoles, donc de l'emploi. La volonté politique des européens de résister aux pressions extérieures et d'être indépendants leur permettront d'obtenir l'autonomie stratégique, l'autonomie digitale et les infrastructures numériques.

Avec ses 450 millions de citoyens-consommateurs, l'Union Européenne a une force potentielle qu'elle doit mobiliser et qu'aucune autre puissance ne peut négliger.

L'Union Européenne n'est pas un Etat national, ni même un Etat fédéral, comme le sont les Etats-unis et l'Allemagne. C'est une union des Etats européens. Quelles que soient leurs dimensions

et l'importance de leurs populations, tous les Etats membres ont les mêmes devoirs et les mêmes droits. Ils ont tous le même intérêt vital à rester rassembler dans le même projet collectif.

Mais, pour l'atteindre, les institutions européennes ne sont pas adaptées à la compétition mondiale actuelle, de plus en plus conflictuelle. Elles n'ont pas, tant au regard des peuples européens qu'au regard du monde extérieur, l'autorité suffisante pour faire valoir leurs intérêts essentiels.

Après l'élargissement, il a été constaté que les pays qui furent soumis à l'emprise soviétique tenaient à conserver leurs spécificités nationales et l'essentiel de leur indépendance recouvrée. Cela s'est traduit par des tensions populistes et même nationalistes. Tensions auxquelles n'échappent pas les pays d'Europe occidentale. Le sentiment national, parfaitement légitime, devra être mieux pris en compte, sans pour cela renoncer aux exigences, et parfois même aux contraintes, de l'union.

A tort ou à raison, le conseil européen, les conseils des ministres, la commission européenne, apparaissent souvent, au regard des citoyens européens, comme insaisissables, bureaucratiques, éloignés de leurs préoccupations quotidiennes. Le parlement européen, lui-même, bien qu'élu au suffrage universel, n'échappe pas à ces mêmes critiques.

Il faut donc revoir l'ensemble de la gouvernance européenne pour la rendre plus légitime, plus démocratique, plus efficace et plus rapide dans son exécution.

Ces modifications institutionnelles doivent permettre de donner un visage et une voix à l'Union Européenne, tant pour la représenter à l'extérieur que pour lui donner plus d'autorité et une meilleure visibilité interne. Cette personnalisation de la fonction exécutive, qui existe séparément au conseil européen et à la commission, devrait être fusionnée sur une seule tête, à la majorité qualifiée. Ce serait aussi l'occasion d'appliquer cette méthode aux votes sur la totalité des décisions à prendre.

Afin d'accélérer la transposition de la législation européenne dans les législations nationales, il serait souhaitable de faire suivre les votes du parlement européen, par ceux de délégués des parlements nationaux.

Si ces changements institutionnels étaient retenus, ils devraient être soumis par referendum aux citoyens de l'Union Européenne, après un débat démocratique parmi les 27 Etats membres.

Préservant sa civilisation et ses principes de solidarité, l'Union Européenne, puissance vigilante et pacifique, pourra, alors, agir en souveraineté, protéger ses citoyens et son indépendance.